

3. Ces normes peuvent être obtenues contre paiement de leur prix au Bureau de normalisation, rue Joseph II 40 boîte 6, 1000 Bruxelles.

4. Les normes :

NBN EN 1372, 2e édition remplace NBN EN 1372, 1e édition

NBN EN 1373, 2e édition remplace NBN EN 1373, 1e édition

NBN EN 1870-17+A1, 4e édition remplace NBN EN 1870-17, 3e édition

NBN EN 1903, 3e édition remplace NBN EN 1903, 2e édition

NBN EN 10027-2, 4e édition remplace NBN EN 10027-2, 3e édition

NBN EN 13782, 2e édition remplace NBN EN 13782, 1e édition

NBN EN 14161+A1, 3e édition remplace NBN EN 14161, 2e édition

NBN EN 14389-1, 2e édition remplace NBN EN 14389-1, 1e édition

NBN EN 14389-2, 2e édition remplace NBN EN 14389-2, 1e édition

NBN EN 14499, 2e édition remplace NBN EN 14499, 1e édition

NBN EN 14533, 2e édition remplace NBN EN 14533, 1e édition

NBN EN 14675, 2e édition remplace NBN EN 14675, 1e édition

NBN EN 15002, 2e édition remplace NBN EN 15002, 1e édition

NBN EN 15722, 2e édition remplace NBN EN 15722, 1e édition

NBN EN 16072, 2e édition remplace NBN EN 16072, 1e édition

NBN EN ISO 12818, 1e édition remplace NBN EN 15904, 1e édition

NBN EN ISO 13927, 2e édition remplace NBN EN ISO 13927, 1e édition

NBN EN ISO 15701, 2e édition remplace NBN EN ISO 15701, 1e édition

NBN EN ISO 16967, 1e édition remplace NBN EN 15290, 1e édition

NBN EN ISO 17658, 1e édition remplace NBN EN 12584, 1e édition

NBN EN ISO 18278-1, 2e édition remplace NBN EN ISO 18278-1, 1e édition

NBN EN 60127-3, 4e édition remplace NBN EN 60127-3, 3e édition

NBN EN 60127-3, 4e édition remplace NBN EN 60127-3/A1, 3e édition

3. Deze normen zijn verkrijgbaar bij het Bureau voor normalisatie, Jozef II-straat 40 bus 6, 1000 Brussel, tegen betaling van hun prijs.

4. De normen :

NBN EN 1372, 2e uitgave vervangt NBN EN 1372, 1e uitgave

NBN EN 1373, 2e uitgave vervangt NBN EN 1373, 1e uitgave

NBN EN 1870-17+A1, 4e uitgave vervangt NBN EN 1870-17, 3e uitgave

NBN EN 1903, 3e uitgave vervangt NBN EN 1903, 2e uitgave

NBN EN 10027-2, 4e uitgave vervangt NBN EN 10027-2, 3e uitgave

NBN EN 13782, 2e uitgave vervangt NBN EN 13782, 1e uitgave

NBN EN 14161+A1, 3e uitgave vervangt NBN EN 14161, 2e uitgave

NBN EN 14389-1, 2e uitgave vervangt NBN EN 14389-1, 1e uitgave

NBN EN 14389-2, 2e uitgave vervangt NBN EN 14389-2, 1e uitgave

NBN EN 14499, 2e uitgave vervangt NBN EN 14499, 1e uitgave

NBN EN 14533, 2e uitgave vervangt NBN EN 14533, 1e uitgave

NBN EN 14675, 2e uitgave vervangt NBN EN 14675, 1e uitgave

NBN EN 15002, 2e uitgave vervangt NBN EN 15002, 1e uitgave

NBN EN 15722, 2e uitgave vervangt NBN EN 15722, 1e uitgave

NBN EN 16072, 2e uitgave vervangt NBN EN 16072, 1e uitgave

NBN EN ISO 12818, 1e uitgave vervangt NBN EN 15904, 1e uitgave

NBN EN ISO 13927, 2e uitgave vervangt NBN EN ISO 13927, 1e uitgave

NBN EN ISO 15701, 2e uitgave vervangt NBN EN ISO 15701, 1e uitgave

NBN EN ISO 16967, 1e uitgave vervangt NBN EN 15290, 1e uitgave

NBN EN ISO 17658, 1e uitgave vervangt NBN EN 12584, 1e uitgave

NBN EN ISO 18278-1, 2e uitgave vervangt NBN EN ISO 18278-1, 1e uitgave

NBN EN 60127-3, 4e uitgave vervangt NBN EN 60127-3, 3e uitgave

NBN EN 60127-3, 4e uitgave vervangt NBN EN 60127-3/A1, 3e uitgave

CENTRE INTERFEDERAL POUR L'EGALITE DE CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS [C – 2015/18220]

Règlement d'ordre intérieur pris en exécution de l'article 10, § 3, de l'accord de coopération du 12 juin 2013

Approuvé par le conseil d'administration lors de sa réunion du 2 juillet 2015

TITRE 1^{er}. — Règlement d'ordre intérieur

Article 1^{er}. Le conseil d'administration adopte le règlement d'ordre intérieur et le modifie à la majorité absolue des voix.

Chaque membre du conseil d'administration peut introduire une proposition de modification de ce règlement d'ordre intérieur auprès de la présidence, qui inscrit la proposition à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil d'administration.

En cas de discordance entre l'accord de coopération du 12 juin 2013 et du règlement d'ordre intérieur, c'est l'accord de coopération qui a la primauté.

TITRE 2. — Désignation des co-présidents et composition du bureau

Art. 2. Les membres du conseil d'administration qui souhaitent se porter candidats à la co-présidence se déclarent au plus tard à la réunion du conseil d'administration qui en décide. Ils peuvent se présenter en duo compte tenu de l'exigence de la parité de genre et linguistique.

Le conseil d'administration décide, par collège électoral conformément à l'article 8 § 4 de l'accord de coopération, au scrutin secret. Il est procédé à autant de tours de scrutin que nécessaire pour obtenir la majorité absolue.

A chaque étape de la procédure, le conseil d'administration interfédéral vérifie si les critères énoncés à l'article 8§ 4 de l'accord de coopération sont susceptibles d'être réunis.

Au sein d'un collège électoral , s'il y a plus de deux candidats à la co-présidence, seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de votes participent au tour suivant.

La présidence alterne à chaque année civile.

INTERFEDERAAL CENTRUM VOOR GELIJKE KANSEN EN BESTRIJDING VAN DISCRIMINATIE EN RACISME [C – 2015/18220]

Huishoudelijk reglement in uitvoering van artikel 10 § 3 van het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013

Goedgekeurd door de raad van bestuur tijdens zijn vergadering van 2 juli 2015

TITEL 1. — Huishoudelijk reglement

Artikel 1. De raad van bestuur neemt het huishoudelijk reglement aan en wijzigt het met absolute meerderheid van stemmen.

Elk lid van de raad van bestuur kan een voorstel van wijziging van dit huishoudelijk reglement indienen bij de covoordzitters, die het voorstel agenderen op de eerstvolgende vergadering van de raad van bestuur.

In geval van discrepantie tussen het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 en het huishoudelijk reglement, zal het samenwerkingsakkoord voorrang hebben.

TITEL 2. — Aanduiding van de co-voorzitters en samenstelling van het bureau

Art. 2. De leden van de raad van bestuur die zich kandidaat willen stellen voor het covoordzitterschap, maken dit ten laatste bekend op de vergadering van de raad van bestuur die daarover beslist. Ze kunnen zich per paar kandidaat stellen gelet op de pariteitsvereiste inzake geslacht en taal.

De raad van bestuur beslist per kiescollege, zoals voorzien in het artikel 8 § 4 van het samenwerkingsakkoord, en bij geheime stemming. Er worden zoveel stemrondes gehouden als nodig om tot een absolute meerderheid te komen.

De interfedrale raad van bestuur zal, tijdens elke fase van de procedure, er over waken dat er voldaan is aan de criteria gesteld in artikel 4 § 2 van het samenwerkingsakkoord.

Indien er binnen een kiescollege meer dan twee kandidaat-voorzitters zijn, zullen de twee kandidaten met het hoogste aantal behaalde stemmen doorgaan naar de volgende stemronde.

Het voorzitterschap alterneert elk burgerlijk jaar.

Le choix de celui qui va présider le premier se fait en concertation mutuelle. En cas de désaccord, il sera tiré au sort.

Art. 3. Les co-présidents et le collège des co-directeurs (ci-après collège) composent ensemble le bureau. Ils se réunissent aussi souvent que nécessaire. Lors de ces réunions, ils délibèrent de la gestion quotidienne, préparent l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration et organisent l'exécution des décisions du conseil d'administration.

TITRE 3. — *Membres effectifs, membres suppléants, experts et code de déontologie*

Art. 4. Chaque membre effectif a un(e) suppléant(e).

Si l'acte de nomination ne le prévoit pas explicitement, le conseil d'administration détermine qui sera le/la suppléant(e) de chaque membre effectif selon les modalités prévues aux deux alinéa ci-dessous.

Tout membre effectif empêché de participer à une réunion du conseil d'administration est représenté par la personne qu'il désigne parmi les membres suppléants nommés par la même assemblée que lui, dans son rôle linguistique. Il en informe le secrétariat. À défaut de désignation d'un suppléant, ou en l'absence du membre suppléant désigné, un suppléant est désigné en suivant l'ordre prévu au paragraphe ci-dessous. Le secrétariat en informe ledit suppléant.

Au sein de chaque rôle linguistique, la place sur la liste telle que publiée au *Moniteur belge* détermine l'identité du suppléant de chaque membre effectif, compte tenu de leur sexe. Au sein d'un même rôle linguistique, la première femme sur la liste des membres suppléants remplace la première femme sur la liste des membres effectifs, et la même règle s'applique pour les hommes.

Les membres suppléants sont systématiquement invités aux réunions.

Tous les membres présents aux réunions du conseil d'administration interfédéral reçoivent un jeton de présence

Art. 5. Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin sur démission écrite, au sens de l'article 2281 du code civil, adressée par le membre concerné à la présidence de l'assemblée qui l'a désigné avec une copie écrite ou électronique à la co-présidence du conseil d'administration.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend également fin en cas de décès ou d'incapacité au sens des articles 488/1 et suivant du code civil de l'administrateur concerné ou à l'échéance du délai pour lequel l'administrateur concerné a été nommé.

Par ailleurs, le mandat de membre du conseil d'administration effectif ou suppléant prend automatiquement fin dès lors que ce membre du conseil d'administration exerce un mandat incompatible avec son siège au conseil d'administration, comme stipulé à l'article 8 § 7 de l'accord de coopération du 12 juin 2013.

En cas de démission ou de fin de mandat d'un membre effectif, son suppléant devient membre effectif. Si l'acte de nomination ne prévoit pas qui est suppléant de quel effectif, il sera procédé conformément à l'article 4 alinéa 4 de ce règlement.

Art. 6. Les réunions du conseil d'administration sont réservées aux seuls membres du conseil et aux personnes qu'il invite. Le conseil peut décider de tenir tout ou partie de ses réunions à huis-clos.

Le collège est d'office invité à participer aux réunions, sans droit de vote.

De keuze wie van beide covoorzitters het eerst het voorzitterschap opneemt wordt door hen in onderling overleg bepaald. Indien daarover geen akkoord is, wordt dit bij lottrekking bepaald.

Art. 3. De covoorzitters en het college van directeurs (hierna: het college) vormen samen het bureau. Ze vergaderen zo vaak als nodig. Tijdens deze bijeenkomsten bespreken zij de dagelijkse werking, bereiden zij de agenda van de vergaderingen van de raad van bestuur voor en maken zij afspraken over de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

TITEL 3. — *Effectieve leden, plaatsvervangende leden, experten en deontologische code*

Art. 4. Elk effectief lid heeft een plaatsvervanger(st)er.

Indien de benoemingsacte dit niet explicet voorziet, komt het aan de raad van bestuur toe om te bepalen wie de plaatsvervanger is van elk effectief lid op de wijze die in de twee hierop volgende alinea's is voorzien.

Elk effectief lid dat verhinderd is om aan een vergadering van de raad van bestuur deel te nemen wordt vertegenwoordigd door de persoon die hij/zij aanduidt uit de lijst van plaatsvervangers, benoemd door hetzelfde parlement en van zijn/haar taalrol. Hij/zij verwittigt het secretariaat daarvan. Is er geen plaatsvervanger aangeduid, of is de aangeduide plaatsvervanger afwezig, dan wordt een plaatsvervanger aangeduid volgens de volgorde in de paragraaf hieronder. Het secretariaat brengt deze plaatsvervanger daarvan op de hoogte.

Binnen elke taalrol bepaalt de plaats op de lijst, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, wie de plaatsvervanger is van elk effectief lid, rekening houdend met het geslacht. Binnen eenzelfde taalrol vervangt de eerste vrouw op de lijst van de plaatsvervangers de eerste vrouw op de lijst van de effectieve leden, en hetzelfde geldt voor de mannen.

De plaatsvervangende leden worden systematisch uitgenodigd voor de vergaderingen.

Alle leden die aanwezig zijn op de vergaderingen van de interfedrale raad van bestuur ontvangen zitpenningen.

Art. 5. Het mandaat van lid van de raad van bestuur eindigt door de schriftelijke ontslagneming, in de zin van artikel 2281 van het burgerlijk wetboek, die het betrokken lid richt aan het voorzitterschap van het parlement dat hem/haar heeft benoemd, met een schriftelijke of elektronische kopie aan de covoorschters van de raad van bestuur.

Het mandaat van bestuurslid eindigt eveneens door overlijden, door onbekwaamheid in de zin van de artikelen 488/1 en volgende van het Burgerlijk wetboek van de betrokken bestuurder of door de afloop van de termijn waarvoor de betrokken bestuurder benoemd is.

Het mandaat van effectief of plaatsvervangend bestuurslid eindigt eveneens op het moment dat dit bestuurslid een mandaat opneemt dat onverenigbaar is met het lidmaatschap van de raad van bestuur, zoals bepaald in het artikel 8 § 7 van het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013.

In geval van ontslagneming of beëindiging van het mandaat van een effectief lid, wordt diens plaatsvervanger/ster effectief lid. Indien de benoemingsacte niet voorziet wie plaatsvervanger/ster is van het effectieve lid, zal er gehandeld worden zoals artikel 4 alinea 4 van dit reglement voorziet.

Art. 6. De vergaderingen van de raad van bestuur staan slechts open voor zijn leden en voor de personen die worden uitgenodigd. De raad van bestuur kan beslissen om de gehele dan wel een deel van de vergadering in gesloten zitting te houden.

Het college wordt ambtshalve uitgenodigd om de vergadering bij te wonen, zonder stemrecht.

La direction de l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes ainsi que le/la président(e) de la Commission d’accompagnement mise en place dans le cadre de la mise en œuvre de l’article 33.2 de la Convention ONU relative aux droits des personnes handicapées sont invités à toutes les réunions à titre consultatif.

Le collège peut proposer d’inviter des collaborateurs/collaboratrices du Centre à tout ou partie de la réunion du conseil d’administration. Le bureau décide sur ces propositions.

Pour certains points de l’ordre du jour, le bureau peut, par ailleurs, inviter des personnes externes dont la présence ou l’avis est souhaité. Tant les collaborateurs/collaboratrices que ces personnes externes assistent à la réunion avec voix consultative. L’invitation de personnes externes figure à l’ordre du jour de la réunion.

Art. 7. En cas de confusion ou de conflit d’intérêt potentiel sur un point de l’agenda du conseil, le membre concerné ne prend part ni aux délibérations ni au vote sur ce point.

En cas de confusion ou de conflit d’intérêt potentiel sur un point de l’agenda du conseil, le co directeur et ou la co-directrice quittent la réunion ainsi que les éventuels collaborateurs qui prennent part à cette réunion.

La même règle s’applique pour les personnes invitées aux réunions du conseil.

Art. 8. Les membres du conseil d’administration sont tenus à la confidentialité des informations et des échanges et au secret des données relatives aux personnes physiques et morales, dont ils ont connaissance dans le cadre de l’exercice de leur mandat.

La même obligation s’applique à toutes les personnes qui participent aux réunions du conseil d’administration.

Art. 9. Si un membre du conseil d’administration prend connaissance de dysfonctionnements dans l’activité du conseil d’administration ou de la direction, il en informera la co-présidence immédiatement.

TITRE 4. — Réunions

Art. 10. Le conseil d’administration se réunit au moins huit fois par an sur convocation de la co-présidence. En novembre au plus tard, le bureau soumet au conseil d’administration un planning reprenant les dates de l’année suivante.

Art. 11. Le conseil d’administration se réunit également à la demande d’au moins six membres effectifs du conseil, qui adressent à cet effet une demande écrite ou électronique à la co-présidence en énumérant et justifiant le(s) point(s) à l’ordre du jour qu’ils souhaitent inscrire. Dans ce cas, la co-présidence convoque une réunion qui doit avoir lieu dans les 15 jours calendrier de la réception de la demande.

Art. 12. Sauf cas urgents, les invitations sont envoyées au moins six jours ouvrables avant la réunion, jour d’envoi et jour de réunion non inclus. L’envoi se fait de manière électronique sauf décision contraire du conseil d’administration. Les invitations mentionnent le lieu, le jour, l’heure et l’ordre du jour de la réunion. Sauf cas urgents, les pièces préparatoires sont mises à disposition au même moment.

Tous les membres du conseil d’administration, effectifs et suppléants, reçoivent la convocation, l’ordre du jour et les annexes quelle que soit la chambre à laquelle ils appartiennent.

De directie van het Instituut voor gelijkheid van vrouwen en mannen evenals de voorzit(s)ter van de Begeleidingscommissie die werd opgericht in het kader van de uitvoering van het artikel 33.2 van het VN-verdrag inzake de rechten van personen met een handicap worden op elke vergadering uitgenodigd met raadgevende stem.

Het college kan voorstellen om medewerk(st)ers van het Centrum uit te nodigen voor het geheel of een deel van de vergadering van de raad van bestuur. Het bureau beslist over deze voorstellen.

Daarnaast kan het bureau voor bepaalde punten van de agenda externe personen uitnodigen wier aanwezigheid of advies gewenst is. Zowel de medewerk(st)ers als de externe personen wonen de vergadering bij met raadgevende stem. De uitnodiging van externe personen wordt op de agenda van de vergadering vermeld.

Art. 7. In geval van mogelijke belangenvermenging of van een mogelijk belangenconflict, bij eender welk punt op de agenda van de raad van bestuur, neemt het betrokken lid geen deel aan de beraadslagingen en stemmingen over dit punt.

In geval van mogelijke belangenvermenging of van een mogelijk belangenconflict, bij eender welk punt op de agenda van de raad van bestuur, verlaat de codirecteur en/of de codirectrice de vergadering, net als de eventuele medewerk(st)ers die aan deze vergadering deelnemen.

Dezelfde regel geldt voor de personen die worden uitgenodigd op de vergaderingen van de raad.

Art. 8. De leden van de raad van bestuur zijn gehouden aan vertrouwelijkheid over de informatie en de gedachtewisselingen en aan de geheimhouding inzake gegevens aangaande natuurlijke personen en rechtspersonen waarover zij naar aanleiding van de uitoefening van hun mandaat kennis hebben gekregen.

Dezelfde verplichting geldt voor alle personen die aan de vergaderingen van de raad van bestuur deelnemen.

Art. 9. Wanneer een lid van de raad van bestuur kennis krijgt van dysfuncties binnen de werking van de raad van bestuur of van de directeur/directrice, zal het de covoorzitters daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen.

TITEL 4. — Vergaderingen

Art. 10. De raad van bestuur vergadert ten minste acht maal per jaar op bijeenroeping van de covoorzitters. Ten laatste in november legt het bureau aan de raad van bestuur een planning voor met data voor het daaropvolgende jaar.

Art. 11. De raad van bestuur komt tevens samen op verzoek van ten minste zes leden van de raad, die daartoe een schriftelijke of elektronische vraag richten tot de covoorzitters met omschrijving en verantwoording van agendapunt(en) die zij op de dagorde willen plaatsen. In dat geval beleggen de covoorzitters een vergadering die binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het verzoek moet plaatsvinden.

Art. 12. Behoudens spoedeisende gevallen worden de oproepingen ten minste zes werkdagen voor de vergadering verzonden, dag van de verzending en dag van de vergadering niet inbegrepen. De zending gebeurt elektronisch, behoudens afwijkende beslissing van de raad van bestuur. De uitnodigingen vermelden de plaats, de dag, het uur en de agenda van de vergadering. De voorbereidende stukken worden behoudens in spoedeisende gevallen op hetzelfde moment ter beschikking gesteld.

Alle leden van de raad van bestuur, effectieven en plaatsvervangers, ontvangen de oproeping, de dagorde en de bijlagen, tot welke kamer zij ook behoren.

Art. 13. La co-présidence détermine l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration en concertation avec le collège. L'ordre du jour contiendra au minimum l'approbation du rapport de décision de la réunion précédente; l'approbation de l'ordre du jour ; les points à l'ordre du jour en indiquant s'ils y sont inscrits à titre informatif, pour discussion ou pour décision, ainsi que les personnes externes invitées pour chacun des points de l'ordre du jour. Les décisions prises en urgence par le collège sont inscrites d'office à l'ordre du jour.

L'ordre du jour reprend également les points qui sont spécifiques à une des chambres.

Art. 14. Une information résumée des propositions des actions en justice est mise à disposition des membres du conseil d'administration en Français et en Néerlandais une semaine avant la réunion. Cette information sera toujours anonymisée. Elle est strictement confidentielle et ne peut en aucun cas être transmise à des tiers.

Une copie des pièces informatives, des échanges de courriers, ... est consultable, dans les bureaux de la direction, par les membres du conseil qui peuvent en prendre connaissance une heure avant chaque réunion. S'il y a des questions, celles-ci seront posées durant la réunion au moment où le point sera abordé.

Art. 15. Si des membres effectifs ou suppléants souhaitent inscrire un point à l'ordre du jour, ils doivent en aviser la co-présidence par écrit ou par voie électronique 15 jours calendrier avant la réunion. Le bureau décide d'inscrire ou non ce(s) point(s) à l'ordre du jour. En cas de refus, la co-présidence motivera ce refus et inscrira le point à titre informatif à l'ordre du jour de cette réunion.

Art. 16. Au cours des réunions, chaque membre est libre de s'exprimer dans la langue nationale officielle de son choix.

Art. 17. En cas de nécessité, le conseil d'administration peut, à la majorité des voix, le cas échéant conformément à l'article 18, décider de se réunir par voie de conférence téléphonique ou de vidéoconférence.

Un membre du conseil qui, en raison de circonstances exceptionnelles, ne peut être physiquement présent à une réunion peut demander, au minimum 24 heures avant la réunion, de participer par téléconférence.

Art. 18. Les décisions du conseil d'administration peuvent, dans des cas exceptionnels et motivés par l'urgence et dans l'intérêt du Centre, être prises par voie de procédure électronique auprès des membres effectifs du conseil d'administration. Dans ce cas - et uniquement dans ce cas -, la décision n'est acceptée qu'en l'absence de voix contre exprimées explicitement dans les trois jours calendrier.

Art. 19. Le montant des jetons de présence est fixé à 100 euros par séance avec un plafond de 1.500 euros par an. Ce montant est doublé pour les co-présidents.

Un membre effectif ou suppléant du conseil d'administration peut renoncer à ses jetons de présence et/ou à ses frais de déplacement, auquel cas il en avise la co-présidence par écrit.

Art. 13. De covoordzitters bepalen de agenda van de vergaderingen van de raad van bestuur in overleg met het college. De agenda omvat minstens de goedkeuring van het besluitenverslag van de vorige vergadering; de goedkeuring van de agenda; de agendapunten met aanduiding of ze gebracht worden ter informatie, voor besprekking of voor beslissing; en per agendapunt de uitgenodigde externe personen. De beslissingen genomen bij hoogdriengendheid door het college worden ambtshalve op de agenda geplaatst.

De dagorde duidt eveneens aan welke punten specifiek zijn voor één van de kamers.

Art. 14. De beknopte informatie voor het optreden in rechte wordt een week voor de vergadering in het Nederlands en het Frans aan de leden van de raad van bestuur bezorgd. Deze informatie zal altijd geanonimiseerd zijn. Ze is strikt vertrouwelijk, en mag door de leden van de raad van bestuur onder geen enkel beding aan derden worden overgemaakt.

Een kopie van de informatieve stukken, briefwisseling, ... ligt in het kantoor van de directie ter inzage, en de leden van de raad van bestuur kunnen daar kennis van nemen, één uur voor elke vergadering. Indien er vragen zijn, kunnen die tijdens de vergadering bij behandeling van dit punt gesteld worden.

Art. 15. Wanneer effectieve of plaatsvervangende leden een punt wensen te agenderen, dan moeten ze dit 15 kalenderdagen voor de vergadering schriftelijk of elektronisch ter kennis brengen aan de covoordzitters. Het bureau beslist om het/de punt/punten al of niet op te nemen. Bij weigering van een agendapunt zullen de covoordzitters dit motiveren en als informatiepunt op de agenda van deze vergadering plaatsen.

Art. 16. Tijdens de vergaderingen staat het elk effectief en elk plaatsvervangend lid vrij om zich in de officiële landstaal van zijn/haar keuze uit te drukken.

Art. 17. In geval van nood kan de raad van bestuur, bij meerderheid van stemmen, en in dat geval zoals artikel 18 voorziet, beslissen om te vergaderen door middel van telefoon- of videoconferentie.

Een lid van de raad dat omwille van uitzonderlijke omstandigheden niet fysiek aanwezig kan zijn, kan minstens 24 uur op voorhand vragen om deel te nemen via teleconferentie.

Art. 18. De besluiten van de raad van bestuur kunnen, in uitzonderlijke gemotiveerde gevallen van hoogdriengendheid en in het belang van het Centrum, genomen worden via een elektronische procedure bij de effectieve leden van de raad van bestuur. In dat geval – en alleen in dat geval – is het besluit pas aanvaard wanneer er geen uitdrukkelijke tegenstemmen zijn binnen de drie kalenderdagen.

Art. 19. De zitpenningen worden bepaald op 100 € per zitting met een limiet van 1.500 euro per jaar. Dit bedrag wordt verdubbeld voor de covoordzitters.

Een effectief of plaatsvervangend lid van de raad van bestuur kan afzien van zijn/haar zitpenningen en/of verplaatsingskosten, en stelt daartoe de covoordzitters schriftelijk in kennis.

TITRE 5. — *Les chambres (article 8, § 3, de l'accord de coopération)*

Art. 20. Les points relevant de la compétence d'une des chambres sont mis à l'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration interfédéral qui valide la compétence exclusive d'une des chambres.

Lorsqu'une décision doit être prise, en vertu de l'alinéa précédent, par une chambre en raison de sa compétence exclusive, celle-ci en détermine les modalités.

Cette décision peut être prise au cours de la réunion du conseil d'administration interfédéral étant entendu que seuls les membres de la chambre concernée ont le droit de vote.

La chambre peut également décider de se réunir consécutivement à la réunion du conseil d'administration interfédéral.

TITRE 6. — *Collège*

Art. 21. Dans toutes les relations avec les tiers, y compris poser un acte juridique et participer à des procédures judiciaires ou administratives, la signature conjointe des membres du collège suffit à l'exception des cas décidés par le conseil d'administration.

Art. 22. Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs au collège.

Ces délégations sont limitées dans le temps et peuvent être retirées à tout moment par le conseil d'administration.

En cas d'urgence, le collège peut prendre toute décision qui s'avère nécessaire dans le cadre des missions et du fonctionnement du Centre.

Cette décision doit faire l'objet d'une communication écrite dans les cinq jours à la co-présidence et est inscrite d'office à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration.

Art. 23. Chaque année avant fin avril au plus tard, le collège soumet les comptes de l'année précédente au conseil d'administration pour approbation. Il lui soumet également, chaque année avant fin avril au plus tard, un projet de budget pour l'année suivante.

Art. 24. Le conseil d'administration approuve le projet de rapport annuel.

Art. 25. Le collège assure le secrétariat du conseil d'administration. Il assure la mise à disposition de l'invitation et des pièces y afférentes, ainsi que la rédaction du projet de rapport de chaque réunion. Ce projet de rapport comporte un résumé succinct des discussions et des décisions prises; il est envoyé en principe en même temps que l'invitation à la prochaine réunion, à laquelle il sera soumis pour approbation. Le rapport de décision approuvé est signé par tous les membres du bureau.

L'ordre du jour des réunions et le projet de rapport sont tous deux rédigés en français et en néerlandais. Les pièces afférentes à l'ordre du jour sont en principe disponibles dans les deux langues. Elles peuvent exceptionnellement être unilingues sauf lorsqu'il s'agit des projets de plan stratégique, de plan d'action annuel, de rapport annuel, des comptes et des budgets.

Art. 26. Le collège est chargé d'assurer la publication au *Moniteur belge* de ce règlement d'ordre intérieur et de toute modification qui y est apportée.

Il est également chargé d'en assurer la traduction en allemand et la publication au *Moniteur belge*.

TITEL 5. — *De kamers (artikel 8, § 3, van het samenwerkingsakkoord)*

Art. 20. De punten die tot de bevoegdheid van een kamer behoren worden opgenomen in de dagorde van de vergadering van de interfedrale raad van bestuur, die vervolgens de exclusieve bevoegdheid van één van de kamers valideert.

Indien een beslissing, in het licht van voorgaande alinea, door een kamer wordt genomen op grond van haar exclusieve bevoegdheid, zal zij beslissen over de wijze waarop dit gebeurt.

Deze beslissing kan genomen worden tijdens het verloop van de vergadering van de interfedrale raad van bestuur, met dien verstande dat enkel de leden van de betrokken kamer stemrecht hebben.

De kamer kan ook beslissen om bijeen te komen na afloop van de interfedrale raad van bestuur.

TITEL 6. — *Het college*

Art. 21. In elk contact met derden, met inbegrip van rechtshandelingen en het deelnemen aan juridische of administratieve procedures, volstaat de gezamenlijke handtekening van de leden van het college, behoudens in die gevallen bepaald door de raad van bestuur.

Art. 22. De raad van bestuur kan bepaalde bevoegdheden delegeren aan het college.

Deze delegaties zijn beperkt in de tijd en de raad van bestuur kan ze ten allen tijde intrekken.

Bij hoogdringendheid kan het college elke beslissing nemen die nodig blijkt in het kader van de opdrachten en de werking van het Centrum.

Een dergelijke beslissing moet binnen de vijf dagen schriftelijk meegedeeld worden aan de covoorzitters en wordt ambtshalve ingeschreven op de dagorde van de volgende vergadering van de raad van bestuur.

Art. 23. Het college legt elk jaar ten laatste tegen eind april de rekeningen van het voorgaande jaar ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur. Hij/zij legt eveneens elk jaar ten laatste tegen eind april een ontwerp van begroting voor het daaropvolgende jaar voor.

Art. 24. De raad van bestuur keurt het ontwerp van jaarverslag goed.

Art. 25. Het college verzekert het secretariaat van de raad van bestuur. Het zorgt voor het ter beschikking stellen van de uitnodiging en de bijbehorende stukken, evenals voor de opmaak van het ontwerp van besluitenverslag van elke vergadering. Dit ontwerp van besluitenverslag bevat een beknopte samenvatting van de besprekingen en de genomen beslissingen; het wordt in beginsel mee verstuurd met de uitnodiging voor de volgende vergadering waarop het ter goedkeuring voorligt. Het goedgekeurde besluitenverslag wordt ondertekend door alle leden van het bureau.

Zowel de agenda voor de vergaderingen als het ontwerp van besluitenverslag worden in het Nederlands en het Frans opgesteld. De bij de agenda horende stukken zijn in principe beschikbaar in beide talen. Zij kunnen uitzonderlijk in één taal zijn opgesteld, maar dit kan niet voor het ontwerp van strategisch plan, jaarlijks actieplan, jaarverslag, rekeningen en budget.

Art. 26. Het college wordt belast met het verzorgen van de publicatie van dit huishoudelijk reglement en van elke wijziging ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Het wordt er eveneens mee belast om een vertaling naar het Duits te voorzien en deze te publiceren in het *Belgisch Staatsblad*.

Annexe/Bijlage

Tableau des suppléances en exécution de l'article 5 alinéa 4. Concerne les nominations faites par la Chambre des représentants.

Tabel van de vervangingen in uitvoering van artikel 5 alinea 4. Dit betreft de benoemingen die werden gedaan door de Kamer van Volksvertegenwoordigers

Membres effectifs Effectieve leden	Membres suppléants Plaatsvervangende leden
Louis-Léon CHRISTIANS	à désigner/aan te duiden
Sotjeta NGO	Maïté DE RUE
Christine Nina NIYONSAVYE	Christine KULAKOWSKI
Bernadette RENAULD	Claire GODDING
Thierry DELAVAL	Patrick WAUTELET
Shaireen AFTAB	Naima CHARKAOUI
Yves AERTS	à désigner/aan te duiden
Els SCHELFHOUT	Jacqueline GOEGEBEUR
Herman VAN GOETHEM	Bernard HUBEAU
Jogchum VRIELINK	à désigner/aan te duiden

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed

[2015/203443]

Ruimte Vlaanderen. — Driemaandelijkse bekendmaking in toepassing van artikel 7.6.4 van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening

In de volgende gemeenten werd in de periode tussen 1 april 2015 en 1 juli 2015 voldaan aan de voorwaarde van het beschikken over een plannen- en vergunningenregister :

Kaprijke, Steenokkerzeel.

De volledige lijst van gemeenten die op 1 juli 2015 beschikten over een plannen- en vergunningenregister, luidt aldus :

Aalst, Aalter, Aartselaar, Alken, Antwerpen, Anzegem, Ardooie, As, Asse, Assenede, Avelgem, Balen, Beernem, Beerse, Beersel, Begijnendijk, Beringen, Berlare, Bertem, Beveren, Bierbeek, Bilzen, Blankenberge, Bocholt, Boechout, Boortmeerbeek, Borgloon, Bornem, Borsbeek, Boutersem, Brasschaat, Bree, Brecht, Bredene, Brugge, Buggenhout, Damme, De Haan, De Panne, De Pinte, Deerlijk, Deinze, Denderleeuw, Dendermonde, Dentergem, Dessel, Destelbergen, Diepenbeek, Diksmuide, Dilbeek, Dilsen-Stokkem, Duffel, Eeklo, Erpe-Mere, Essen, Evergem, Galmaarden, Gavere, Geel, Geetbets, Genk, Gent, Geraardsbergen, Gingelom, Gistel, Glabbeek, Haaltert, Halen, Halle, Ham, Hamme, Hamont-Achel, Harelbeke, Hasselt, Heers, Heist-op-den-Berg, Hemiksem, Herent, Herentals, Herenthout, Herne, Herselt, Herzele, Heuvelland, Hoeilaart, Hoeselt, Holsbeek, Hooglede, Hoogstraten, Houthalen-Helchteren, Houthulst, Huldenberg, Hulshout, Ieper, Ingelmunster, Izegem, Jabbeke, Kalmthout, Kampenhout, Kapellen, Kaprijke, Kasterlee, Keerbergen, Kinrooi, Kluisbergen, Knesselare, Knokke-Heist, Koekelare, Koksijde, Kontich, Kortenaken, Kortenberg, Kortessem, Kortrijk, Kruibeke, Kruishoutem, Kuurne, Laakdal, Laarne, Lanaken, Landen, Lebbeke, Ledegem, Ledelege, Leopoldsburg, Leuven, Lichtervelde, Liedekerke, Lier, Lierde, Lille, Linter, Lochristi, Lokeren, Lommel, Londerzeel, Lo-Reninge, Lovendegem, Lubbeek, Lummen, Maaseik, Maasmechelen, Maldegem, Malle, Mechelen, Meeuwen-Gruitrode, Meise, Melle, Menen, Merchtem, Merelbeke, Merkplas, Meulebeke, Middelkerke, Mol, Moorslede, Nazareth, Neerpelt, Nevele, Niel, Nieuwerkerken, Nijlen, Ninove, Olen, Oostkamp, Oosterzele, Opwijk, Oud-Heverlee, Oudenaarde, Oudenburg, Overpelt, Peer, Pepingen, Pittem, Poperinge, Putte, Puurs, Ranst, Retie, Riemst, Rijkevorsel, Roeselare, Ronse, Roosdaal, Rotselaar, Ruijselede, Schelle, Scherpenheuvel-Zichem, Schoten, Sint-Amants, Sint-Gillis-Waas, Sint-Katelijne-Waver, Sint-Laureins, Sint-Lievens-Houtem, Schilde, Sint-Genesius-Rode, Sint-Martens-Latem, Sint-Niklaas, Stabroek, Staden, Steenokkerzeel, Stekene, Temse, Tessenderlo, Ternat, Tervuren, Tielt, Tielt-Winge, Tongeren, Tremelo, Turnhout, Vilvoorde, Vleteren, Voeren, Vorselaar, Vosselaar, Waarschoot, Waasmunster, Wachtebeke, Waregem, Wellen, Wervik, Westerlo, Wetteren, Wevelgem, Wichelen, Wielsbeke, Wingene, Wommelgem, Wortegem-Petegem, Wuustwezel, Zaventem, Zedelgem, Zele, Zelzate, Zemst, Zoersel, Zomergem, Zonhoven, Zonnebeke, Zottegem, Zoutleeuw, Zuijenkerke, Zulte, Zwevegem en Zwijndrecht.